



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 29 mai 2023

Pas de SNU sur le temps scolaire , pas de SNU tout court!

Plutôt que de prendre la mesure des difficultés que traversent les jeunes, le gouvernement veut imposer un Service National Universel qui est une opération de soumission de la jeunesse en mettant en place les séjours sur le temps scolaire .

Le lien ainsi fait entre l'institution militaire, l'éducation et la jeunesse illustre clairement les objectifs gouvernementaux : mettre au pas les jeunes de 16 ans qui sont la cible de la généralisation projetée du SNU. Réactivons le slogan des opposantes et opposants au premier protocole armée/école en 1982 : « Pas d'armée à l'école ! »

SUD éducation et Solidaires Jeunesse et Sport ont participé à l'audience ayant pour objet les "évolutions du SNU".

Ces "évolutions" du SNU présentées par le directeur adjoint du cabinet du ministre et la directrice du cabinet de la secrétaire d'État auprès du ministre des Armées et du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, chargée de la Jeunesse et du Service national universel, sont la généralisation progressive du SNU avec une introduction sur le temps scolaire dans le cadre de "projets pédagogiques" de séjours de 12 jours avec un encadrement partagé entre des personnels de l'Éducation nationale, de l'Éducation populaire et des anciens militaires.

SUD éducation et Solidaires Jeunesse et Sports ont fermement demandé l'abrogation du SNU et exprimé leur profonde inquiétude d'une montée en puissance de ce dispositif de soumission et militarisation de la jeunesse.

La forte mobilisation locale contre le passage de la caravane du SNU qui souligne son échec, a été rappelée.

Les remontées du terrain signalent de nombreuses irrégularités avérées dans plusieurs départements au sujet de la sécurité des jeunes mineur.es, notamment des discriminations racistes et sexistes et des agressions sexuelles, et de la demande de plusieurs préfet.es de faire remonter le noms des jeunes faisant le ramadan. Cette demande s'inscrit

dans le non-respect des règles concernant les absences pour fêtes religieuses suite à la demande de remontée des élèves absent.es le jour de l'Aïd par les services de renseignements.

SUD éducation a également signalé la gravité sur le contenu du règlement intérieur du SNU dans lequel il est question de "punitions" dans l'article 6, entre autres absurdités d'un autre temps, et mis en garde sur la dangerosité d'un dispositif comme le SNU dans un contexte politique de montée de l'extrême droite.

Selon un rapport de 2017 du sénat, le SNU obligatoire en 2026 aurait un budget de 6 milliards par an ce qui correspond à 10% de celui de l'éducation nationale . Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, plutôt qu'aux mains des militaires !

Le Service national universel, c'est une opération de soumission de la jeunesse, la remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses, des dépenses considérables et le renforcement de la militarisation

SUD éducation avec l'intersyndicale éducation refuse fermement l'intégration du SNU sur du temps scolaire.

SUD éducation avec l'Union syndicale Solidaires, membres du Collectif Non au SNU, exige l'abrogation du Service National Universel et appelle à participer aux différents événements organisés localement lors du passage de la caravane publicitaire gouvernementale SNU.

Rdv à venir : mercredi 31 mai GAP, samedi 3 juin TOULON et mercredi 7 juin CARCASSONNE

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

